

Questions orales

Je demande deux choses au ministre. Tout d'abord, voudrait-il préciser clairement les raisons pour lesquelles M. MacDonald a été remercié? Deuxièmement, dans quelle mesure le ministre endosse-t-il la responsabilité de l'énorme chaos qui règne à Revenu Canada? Le ministre s'estime-t-il responsable de l'incurie et de la mauvaise gestion de son ministère?

L'hon. Pierre Bussières (ministre du Revenu national): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord corriger la question du député. Le sous-ministre du Revenu national n'a pas été mis à la porte.

Une voix: Il s'est enfui.

Des voix: Oh, oh!

M. Bussières: On lui a confié de nouvelles responsabilités au bureau du Conseil privé.

Deuxièmement, je désire faire savoir au député que je continuerai mon travail avec les fonctionnaires du ministère . . .

M. Crosbie: Quel travail?

M. Bussières: . . . pour servir les contribuables canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Maignes applaudissements!

M. Speyer: Monsieur le Président, M. MacDonald est la brebis que l'on sacrifie. C'est celui que les libéraux ont choisi pour excuser l'irresponsabilité du ministre.

Des voix: Bravo!

L'INTENTION DU MINISTRE

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur le Président, le ministre du Revenu national a-t-il l'intention, puisque la responsabilité ministérielle lui revient, de donner sa démission?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Hé, hé!

M. Trudeau: Je suis heureux que, de ce côté, nous ayons un chef que l'autre côté peut accueillir avec des oh, oh, et des hé, hé. Mais quand leur chef à eux se présente-t-il?

Des voix: Jamais.

M. Trudeau: Jamais.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Il vous a posé une question hier.

M. Crosbie: Restez-en au sujet.

M. Trudeau: Je voudrais répondre à cette question très simplement, monsieur le Président. Si le ministre avait eu l'intention de se retirer, je l'en aurais dissuadé et j'aurais refusé sa démission.

Des voix: Bravo!

M. Speyer: Tout cela est extrêmement intéressant pour moi, monsieur le Président, nous avons un premier ministre démissionnaire qui défend l'indéfendable.

Des voix: Bravo!

L'ÉTUDE DE M. FARLINGER

M. Chris Speyer (Cambridge): Monsieur le Président, j'aurais une autre question à poser au ministre du Revenu national. Il y a plus de deux mois, on a confié à M. Farlinger la tâche d'étudier l'administration de Revenu Canada. Il devait faire un rapport préliminaire au ministre.

Le ministre a-t-il parlé à M. Farlinger? A-t-il parlé de l'administration des activités quotidiennes de M. MacDonald? M. Farlinger est-il pour quelque chose dans la réaffectation du sous-ministre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, je dois faire remarquer que le député ne sait pas ce qu'il dit. Les sous-ministres ne sont pas réaffectés par les ministres. Les sous-ministres sont nommés sur recommandation du premier ministre, pas du ministre.

Des voix: Bravo!

ON DEMANDE DE NOMMER UN OMBUDSMAN

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Revenu national. Il a chargé M. Farlinger de faire enquête sur son ministère et le premier ministre a renvoyé le sous-ministre, comme il vient de l'annoncer. Le ministère publie maintenant de gentilles petites réclames dans les journaux pour faire croire aux gens qu'il veut les aider. C'est la première fois que le gouvernement agit ainsi en six ans.

M. Nielsen: Au coût de \$300,000.

M. McDermid: Le ministre dit que les députés devraient communiquer avec les bureaux régionaux pour résoudre les problèmes. Et voilà que le week-end dernier, le ministre, de passage à Vancouver, a reconnu qu'il ne pouvait régler les problèmes de son ministère et a proposé que le gouvernement nomme un médiateur pour ce faire. Faut-il encore d'autres preuves pour exiger la démission du ministre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, le député a prétendu à tort dans sa question que M. MacDonald avait été congédié. Il n'en est rien, monsieur le Président.

M. Crosbie: On a décidé de se passer de ses services, de le limoger.